

Le 15 mars 2023

DESTINATAIRES :

**L'honorable Doug Ford, premier ministre de l'Ontario (premier@ontario.ca;
doug.fordco@pc.ola.org)**

**L'honorable Monte McNaughton, ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation
et du Développement des compétences de l'Ontario (Monte.McNaughtonco@pc.ola.org)**

**L'honorable Graydon Smith, ministre des Richesses naturelles et des Forêts de
l'Ontario (Graydon.Smith@pc.ola.org)**

OBJET : CONFLIT DE TRAVAIL À SEL WINDSOR

Monsieur le Premier Ministre Ford et Messieurs les Ministres McNaughton et Smith,

Au nom des 315 000 membres d'Unifor partout en Ontario et dans le reste du Canada qui constituent l'épine dorsale du secteur privé, je demande au gouvernement de l'Ontario de faire tout en son pouvoir pour encourager les propriétaires de Sel Windsor à négocier une convention collective équitable qui respecte la longue tradition du syndicat dans ces milieux de travail.

Comme vous le savez sans doute, 250 membres des sections locales 240 et 1959 d'Unifor qui travaillent à la mine de sel et à l'usine d'évaporation de Windsor sont en grève depuis le 17 février. Ces employés et employées travaillants de Sel Windsor, le plus ancien et le plus grand producteur de sel au Canada ainsi qu'une marque emblématique dans les garde-mangers des gens partout au pays, ont été plongés dans un conflit de travail malgré eux après que les propriétaires américains de Sel Windsor aient exigé des concessions inacceptables avant même la négociation des enjeux financiers.

Sel Windsor a été achetée en 2021 par Stone Cayon Industries, une société de portefeuille basée en Californie qui a déployé une stratégie dynamique pour faire l'acquisition d'entreprises de sel dans l'ensemble de l'Amérique du Nord qui lui a permis de devenir l'un des plus grands producteurs de sel au monde. La part de marché de Stone Canyon aux États-Unis est si grande que le département américain de la Justice a forcé l'entreprise à se départir de l'une de ses filiales, US Salt, avant de finaliser l'entente ayant mené à l'acquisition de Sel Windsor puisqu'il jugeait que la fusion risquait d'entraîner « une hausse des prix et une baisse de la qualité pour les consommateurs ». ¹

¹ <https://www.justice.gov/opa/pr/stone-canyon-required-divest-us-salt-acquire-morton-salt>

Cette société de portefeuille, qui exerce un contrôle quasi complet sur l'approvisionnement en sel au Canada, a décidé lors de sa toute première ronde de négociation avec ses employées et employés de Windsor que ceux-ci devraient se résoudre à accepter que le travail exécuté par des syndiqués soit confié en sous-traitance en tant que condition préalable à toute négociation, menaçant ainsi la survie même du syndicat. Elle a également retenu les services du cabinet d'avocats Jackson Lewis, qui propose activement des programmes de formation visant à éviter la syndicalisation, pour exercer une pression sur ces travailleuses et travailleurs, et les forcer à accepter les concessions.

Monsieur le Premier Ministre Ford et Messieurs les Ministres McNaughton et Smith, ce n'est pas de cette manière que les entreprises doivent exercer leurs activités ou négocier des contrats de travail en Ontario.

Les Ontariennes et Ontariens respectent le processus de négociation collective qui est une composante fondamentale des droits des travailleuses et travailleurs. Nous ne pouvons accepter qu'un employeur ait recours à des menaces d'obstruction comme tactique de négociation pour obliger les gens avec lesquels il négocie à accepter des concessions injustes avant même le début des discussions.

Les membres des sections locales 240 et 1959 d'Unifor étaient prêts, dès le départ, à écouter les préoccupations de l'employeur et à présenter leurs propres offres avec des mesures permettant d'améliorer les activités de Sel Windsor. Toutefois, il ne peut y avoir de discussions si Stone Canyon refuse tout simplement de se présenter à la table de négociation.

Il est temps de mettre fin à ce conflit de travail et de faire en sorte que les travailleuses et travailleurs de Sel Windsor puissent négocier une entente équitable pour eux, pour leur famille et pour l'ensemble de la collectivité de Windsor qu'ils contribuent à faire prospérer depuis de nombreuses générations. Nous vous demandons d'exiger des propriétaires de Sel Windsor qu'ils négocient de bonne foi une convention collective avec leurs travailleuses et travailleurs.

À titre informatif, nous vous invitons à prendre connaissance de la lettre que nous avons envoyée hier au Conseil d'administration du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario - <https://www.unifor.org/news/all-news/letter-ontario-teachers-pension-plan-board-re-windsor-salt-strike>.

Cordialement,

LANA PAYNE
Présidente nationale

LP/bmksepb343

Pièce jointe

c.c. Andrew Dowie, député provincial, Windsor–Tecumseh (Andrew.Dowie@pc.ola.org)
Lisa Gretzky, députée provinciale, Windsor Ouest (LGretzky-QP@ndp.on.ca)
Jodi Nesbitt, présidente, section locale 240 d'Unifor (jodi@uniforlocal240.ca)
Bill Wark, président, section locale 1959 d'Unifor (local1959@bellnet.ca)